

Résumé de la commémoration de haut niveau du 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies: 21 septembre 2020

«Le monde a un surplus de défis multilatéraux, mais un déficit de solutions multilatérales», a averti le Secrétaire général de l'ONU António Guterres, les États membres à l'ouverture de la commémoration de haut niveau du 75e anniversaire des Nations Unies (ONU75). «Bien que personne ne veuille un gouvernement mondial, nous devons œuvrer ensemble pour améliorer la gouvernance mondiale.»

La commémoration officielle de l'ONU75, qui a eu lieu au siège des Nations Unies soumise à la distanciation sociale et qui a enregistré l'intervention virtuelle des chefs d'État et de gouvernement, s'est concentrée sur le thème « L'avenir que nous voulons, les Nations Unies dont nous avons besoin : Réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme. »

Une « Déclaration sur la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies » a été adoptée lors de la réunion. Dans la Déclaration, les États membres reconnaissent que les défis mondiaux sont interconnectés et qu'ils ne peuvent être relevés que par un multilatéralisme revigoré, comme l'a démontré la pandémie de COVID-19. Ils conviennent que le multilatéralisme n'est pas une option mais une nécessité, pour reconstruire en mieux un monde plus égalitaire, plus résilient et plus durable, avec l'ONU au centre des efforts. Ils reconnaissent également que la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) est indispensable à la survie.

La réunion a enregistré l'intervention de 111 chefs d'État et de gouvernement et de 14 ministres, qui se sont prononcés en faveur du multilatéralisme et de la solidarité mondiale, entre autres thèmes. Plusieurs orateurs ont exprimé leur soutien à la réforme des Nations Unies entreprise actuellement par le Secrétaire général des Nations Unies, et beaucoup ont appelé à une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé l'initiative ONU75 en janvier 2020 en tant que «plus grand échange au monde sur les défis mondiaux actuels et sur l'écart entre l'avenir que nous voulons et celui vers lequel nous allons si les tendances actuelles devaient se poursuivre. L'ONU a recueilli, auprès du public mondial, à travers une enquête auprès de plus d'un million de personnes vivant dans les 193 États membres des Nations Unies, des opinions sur ses priorités et solutions futures; plus de 1 000 dialogues organisés dans 82 pays à travers le monde et une analyse, par l'intelligence artificielle, des médias sociaux et traditionnels dans 70 pays, ainsi que des cartographies des recherches universitaires et politiques dans toutes les régions.

L'ONU75 s'est réunie le lundi 21 septembre 2020 de 9h00 à 21h00 HAE (GMT-4).

Bref historique des Nations Unies

Conçue comme un moyen de sauver les générations futures du fléau de la guerre, l'ONU est née il y a 75 ans. Son document fondateur, la Charte des Nations Unies, a été signé à San Francisco le 26 juin 1945 et est entré en vigueur le 24 octobre 1945. La Charte demande à l'ONU de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales ; de promouvoir le progrès social et de meilleures conditions de vie ; de renforcer le droit international ; et de promouvoir les droits humains.

Guidée par la Charte, l'ONU est en mesure de traiter de nombreux défis auxquels l'humanité est confrontée au 21e siècle, dont notamment la paix et la sécurité, le changement climatique, le développement durable, les droits humains, le désarmement, le terrorisme, les urgences humanitaires et sanitaires, l'égalité des genres, la gouvernance, la production alimentaire et bien plus encore.

L'ONU offre également à ses membres un forum pour exprimer leurs points de vue à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), au Conseil de sécurité, au Conseil économique et social (ECOSOC) et à d'autres organes et comités. En ouvrant la voie au dialogue entre ses membres et en accueillant des négociations, l'ONU est devenue un mécanisme permettant aux gouvernements de trouver des domaines d'accord et de résoudre les problèmes ensemble.

Le 25e anniversaire : Le thème de la session du 25e anniversaire en 1970 était «La Paix, la justice et le progrès». Dans sa résolution 2627 (XXV), l'AGNU a réaffirmé son appui à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international. Les 127 États Membres de l'époque ont également reconnu qu'«une sérieuse situation d'insécurité est toujours face à l'Organisation et que des conflits armés surviennent dans diverses régions du monde, alors que dans le même temps la course à l'armement et les dépenses en armements se poursuivent et qu'une

Dans ce numéro

Bref historique des Nations Unies	1
Compte Rendu de l'ONU75	3
Déclaration relative à la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies	3
Déclarations des États membres	3
Brève analyse de l'ONU75	9
Réunions à venir	11
Glossaire	11

grande partie de l'humanité souffre du sous-développement économique. » Les États membres ont également :

- Salué le rôle de l'ONU dans le processus de libération des peuples des territoires coloniaux, sous tutelle et non autonomes, et a réaffirmé le droit inaliénable de tous les peuples sous occupation coloniale à l'indépendance, à l'autodétermination et à la liberté ;
- Condamné l'apartheid ;
- Pris l'engagement à poursuivre la lutte contre toutes les violations des droits et libertés fondamentales des êtres humains ;
- Résolu de rechercher un système de coopération internationale plus efficace pour éliminer les disparités économiques et assurer la prospérité pour tous ;
- Appelé au renforcement de l'efficacité de l'ONU ; et
- Réaffirmé leur engagement à instaurer la paix, la justice et le progrès.

50e anniversaire : À sa 50e session, en 1995, les États membres se sont engagés à donner au XXIe siècle une ONU équipée, financée et structurée pour servir efficacement les peuples au nom desquels elle a été créée. Dans la Déclaration adoptée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (A/RES/50/6), les États membres ont souligné qu'après la fin de la guerre froide et à l'approche de la fin du siècle, « nous devons créer de nouvelles opportunités de paix, de développement, de démocratie et de coopération. »

Dans la déclaration, les 185 États membres de l'époque ont aussi :

- Reconnu que les mesures visant à garantir la paix, la sécurité et la stabilité mondiales seront vaines si les besoins économiques et sociaux des populations ne sont pas satisfaits ;
- Appelé à un environnement économique international dynamique, vigoureux, libre et équitable pour le bien-être de l'humanité et pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales ;
- Réitéré l'affirmation par la Charte de la dignité et de la valeur de la personne humaine et de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, et ont réaffirmé que tous les droits humains sont universels, indivisibles, interdépendants et interconnectés ;
- Appelé à la promotion et au développement continu du droit international en vue de garantir que les relations entre les États soient fondées sur les principes de justice, d'égalité souveraine, des principes universellement reconnus du droit international et du respect de l'état de droit ; et
- Appelé à la réforme et à la modernisation de l'AGNU, du Conseil de sécurité et de l'ECOSOC.

La réforme de l'ONU était un thème dominant lors des célébrations d'anniversaire. La majorité des participants appelaient à une réforme, et nombre d'entre eux préconisaient l'élargissement du nombre des membres du Conseil de sécurité. Ils soulignaient également la nécessité d'une plus grande transparence, démocratisation et responsabilité. Beaucoup attiraient l'attention sur l'obligation des États membres de payer intégralement et à temps leurs contributions, et certains suggéraient de restructurer le régime de financement et de trouver des sources de financement nouvelles et innovantes.

Compte Rendu de l'ONU75

La commémoration s'est ouverte avec une vidéo mettant en lumière des moments clés des 75 ans d'histoire de l'ONU.

Dans une déclaration liminaire, le Président de l'AGNU, Volkan Bozkir, a évoqué les réalisations de l'ONU à ce jour, notamment en matière de prévention des conflits, d'assistance

électorale et politique, de droits humains et de développement international. Il a appelé les États membres à mobiliser la volonté politique et les ressources nécessaires pour « moderniser » et rendre l'ONU plus efficace pour répondre aux nouveaux défis mondiaux, notant que l'ONU n'a de force que celle que lui confèrent ses membres.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, averti que le monde est confronté à un « excédent de défis multilatéraux et à un déficit de solutions multilatérales ». Décrivant les consultations mondiales sur les priorités et les préoccupations entreprises par son bureau depuis début 2020, il a souligné qu'elles ont démontré l'appétit du public pour une solidarité mondiale accrue et a affirmé qu'une meilleure gouvernance mondiale ne présentait pas de menace pour la souveraineté nationale.

Le Président du Conseil de sécurité de l'ONU, Abdou Abarry, a déclaré que les impacts économiques et sociaux de la COVID-19 ont exacerbé des défis tels que le commerce illicite des armes, le trafic d'êtres humains et le terrorisme international. Il a également indiqué qu'il n'y a aucune autre organisation mondiale disposant de la légitimité et du pouvoir de rassemblement de l'ONU.

Le Président de l'ECOSOC, Munir Akram, a déclaré que la Charte des Nations Unies reconnaît que la prospérité et la paix sont interdépendantes, mais que l'ONU ne peut pas être efficace si le Conseil de sécurité des Nations Unies est paralysé, si l'AGNU et l'ECOSOC sont marginalisés et si les mesures unilatérales sont préférées aux solutions multilatérales. Il a précisé que sa présidence se concentrera sur la mobilisation de financements pour faire face à la pandémie, atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), éviter les catastrophes climatiques et investir dans des infrastructures durables.

Abdulqawi Ahmed Yusuf, Président de la Cour internationale de Justice, a souligné que le recours à l'état de droit international et aux moyens pacifiques de règlement des différends est la plus grande réussite de l'ONU, et qu'à moins que ce système de règles ne soit respecté par tous, l'édifice de la coopération multilatérale risque de s'effondrer.

Les participants ont ensuite entendu les déclarations de quatre représentants de jeunes. Akosua Adubea Agyepong, Ghana, a invité les décideurs à se demander s'ils sont restés fidèles à la Charte des Nations Unies et s'ils ont respecté les droits humains ; a pointé du doigt la « pandémie silencieuse » de violence sexuelle et sexuelle ; et a souligné que les jeunes doivent être les architectes de leur propre avenir.

Sharifah Norizah, Malaisie, a souligné le rôle des jeunes dans le maintien de la paix ; a appelé à une plus grande inclusion des jeunes dans la prise de décision mondiale ; et a appelé à des investissements institutionnels et financiers dans les jeunes.

Charles Hamilton, Bahamas, a souligné que la pandémie de COVID-19 a aggravé les inégalités existantes et a appelé à des soins de santé universels. Il a qualifié le changement climatique de problématique déterminante de notre époque pour les jeunes, tout en exhortant les décideurs à « faire de cet anniversaire autre chose que des paroles creuses » et à s'engager dans la solidarité et le multilatéralisme.

Signalant que les inégalités ont atteint des niveaux intolérables, Nathan Méténier, France, a appelé à un changement systémique pour briser le statu quo ; à regarder au-delà du produit intérieur brut comme mesure du succès ; et à faire suffisamment confiance aux gens, en particulier aux jeunes, pour les inclure dans l'élaboration des politiques.

La session a été suspendue pour diffuser la vidéo « ONU75 : Façonner notre avenir ensemble ».

La Déclaration relative à la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies a ensuite été adoptée par acclamation.

Déclaration relative à la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

La Déclaration (A/75/L.1) reconnaît que s'il y a eu de nombreuses réalisations au cours des 75 dernières années, le monde n'est pas encore celui envisagé par les fondateurs de l'ONU il y a 75 ans : il est en proie à des inégalités croissantes, à la pauvreté, à la faim, à des conflits armés, au terrorisme, à l'insécurité, au changement climatique et aux pandémies. Les gens sont obligés de subir des déplacements dangereux à la recherche d'un refuge et d'une sécurité ; les pays les moins avancés (PMA) prennent du retard ; et la décolonisation complète n'a pas été obtenue.

Elle reconnaît que les défis auxquels le monde est confronté sont interdépendants et ne peuvent être relevés que par un multilatéralisme revigoré, comme l'a démontré la pandémie de COVID-19. Elle souligne que le multilatéralisme n'est pas une option mais une nécessité pour reconstruire en mieux un monde plus égalitaire, plus résilient et plus durable, avec l'ONU au centre des efforts. Elle reconnaît également que le Programme 2030 est une feuille de route et que sa mise en œuvre est une nécessité pour la survie.

La Déclaration met en lumière les dix prochaines années, désignées comme formant la décennie d'action et de réalisation pour le développement durable et comme étant les plus cruciales pour cette génération.

Les États membres y décident de :

- **Ne laisser personne de côté**, en accordant une attention particulière aux personnes en situation de vulnérabilité.
- **Protéger notre planète**, notamment à travers des mesures de transformation, et en reconstruisant mieux et plus vert.
- **Promouvoir la paix et prévenir les conflits**, notamment par la diplomatie préventive et la médiation, et par le respect du droit humanitaire international.
- **Respecter le droit international et garantir la justice**.
- **Placer les femmes et les filles au centre** et accélérer l'action pour parvenir à l'égalité des genres, à la participation des femmes et à l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines.
- **Instaurer la confiance**, en s'attaquant aux inégalités croissantes au sein et entre les pays, et en s'attaquant aux causes profondes des inégalités, notamment la violence, les violations des droits humains, la corruption, la marginalisation, la discrimination sous toutes ses formes, la pauvreté et l'exclusion, ainsi que le manque d'éducation et d'emploi.
- **Améliorer la coopération** numérique et garantir un accès numérique sûr et abordable pour tous.
- **Améliorer l'ONU**, notamment en soutenant la réforme en cours par le Secrétaire général de l'ONU. Ils s'engagent également à insuffler une nouvelle vie aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU ; à poursuivre le travail de revitalisation de l'AGNU ; et à renforcer l'ECOSOC.
- **Assurer un financement durable**, notamment en versant intégralement et en temps voulu les contributions fixées ; et à travers la mise en œuvre intégrale et en temps voulu du Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

- **Renforcer les partenariats**, en collaborant avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations régionales et infrarégionales, les organisations non gouvernementales, la société civile, le secteur privé, les universités et les parlementaires.
- **Écouter et travailler avec les jeunes**.
- **Être préparés**, notamment à travers l'amélioration des systèmes mondiaux de prévention et de réponse aux crises ; apprendre et partager des expériences et des informations permettant de réduire les risques et de rendre nos systèmes plus résilients ; et accélérer le développement, la production, ainsi qu'un accès mondial équitable et abordable aux nouveaux vaccins, médicaments et équipements médicaux.

Déclarations des États membres

Cherith Norman Chalet, représentante adjointe par intérim des États-Unis auprès de l'ONU, a exprimé sa fierté que les États-Unis servent de foyer permanent à l'ONU. Elle a souligné le rôle central des États-Unis en tant que bailleur de fonds le plus important et le plus fiable de l'ONU, tout en déplorant que l'ONU ait résisté à une réforme significative, manque de transparence et ait parfois «été soumise aux caprices des dictateurs».

Soulignant l'importance de renouveler son engagement envers les idéaux de l'ONU, Mohamed Irfaan Ali, Président de la Guyane, parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a évoqué les défis de l'éradication de la pauvreté et de la réalisation des ODD, et a appelé à une mobilisation des ressources en temps opportun pour mettre en œuvre le Programme 2030. À titre national, il a demandé de rendre le Conseil de sécurité plus efficace et plus représentatif.

Qualifiant l'éradication de la pauvreté de défi majeur, Lazarus Chakwera, Président du Malawi, intervenant au nom des PMA, a énuméré cinq domaines d'intervention des Nations Unies : le renforcement du multilatéralisme, notamment par le biais de réformes des Nations Unies ; la lutte contre les inégalités, y compris l'écart entre les genres et la fracture numérique ; le financement nécessaire à la mise en œuvre du Programme 2030 ; la poursuite des approches holistiques pour refléter l'objectif unique de tous les ODD ; et la promotion d'une approche axée sur l'être humain.

Charles Michel, Président du Conseil européen, parlant au nom de l'Union européenne, a souligné la nécessité d'un traitement de la COVID-19 qui soit accessible à tous, et d'efforts inlassables pour surmonter les malentendus et de faire preuve de patience, de respect et de ténacité face à des histoires nationales et des coutumes différentes.

Moon Jae-In, Président de la République de Corée, parlant au nom du Mexique, de l'Indonésie, de la République de Corée, de la Turquie et de l'Australie (MIKTA), a décrit les efforts du groupe pour tirer parti de la coopération régionale et mondiale dans la lutte contre la pandémie. Il a appelé à un accès équitable et universel à un vaccin anti-COVID-19, et au multilatéralisme comme «force motrice» des efforts de relèvement écologiquement rationnels face à la pandémie.

Ilham Aliyev, Président de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés (MNA), a appelé à la «revitalisation» de l'AGNU et à la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU vers «un organe plus démocratique et plus efficace, conforme aux réalités contemporaines». Il a également souligné la pertinence continue du MNA dans l'après-guerre froide. En sa capacité nationale, Aliyev a souligné la pertinence de l'ONU dans la résolution des conflits territoriaux en cours avec l'Arménie. Il a déclaré que la réponse de l'Azerbaïdjan à la pandémie a été

qualifiée d'« exemplaire » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Cheikh Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir du Qatar, a salué l'engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme dans la Déclaration de l'ONU75, co-facilitée par le Qatar et la Suède. Il a appelé à une représentation universelle au Conseil de sécurité des Nations Unies et à des mécanismes permettant à l'ONU de lier ses États membres à ses principes.

Stefan Löfven, Premier ministre suédois, a annoncé que la Suède accueillera une conférence à Stockholm en 2022 pour commémorer le 50e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain. Il a appelé la communauté internationale à soutenir les recommandations du Secrétaire général des Nations Unies, suite à l'adoption de la Déclaration de l'ONU75.

Sooronbay Jeenbekov, Président du Kirghizistan, a exprimé son appui aux propositions de réforme du Secrétaire général de l'ONU, affirmant qu'elles devraient respecter les principes d'universalité, d'efficacité et d'une large représentation régionale. Il a appelé à une restructuration de la dette pour permettre un développement durable.

Xi Jinping, Président de la Chine, a appelé à accroître la représentation et la voix des pays en développement à l'ONU, afin que celle-ci puisse être plus équilibrée quant à la représentation des pays du monde. Il a réaffirmé l'engagement de la Chine à : rester activement engagée dans la réforme et le développement du système de gouvernance mondial ; maintenir un ordre mondial soutenu par le droit international ; et défendre l'ONU et son rôle central dans les affaires internationales.

Recep Tayyip Erdoğan, Président de la Turquie, a appelé à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU pour le rendre «démocratique, transparent et responsable» et garantir une représentation équitable.

Les Pays-Bas étaient représentés par le roi Willem-Alexander et le délégué de la jeunesse des Nations Unies, Hajar Yagkoubi. Le roi Willem-Alexander a souhaité le succès aux «architectes d'un monde meilleur», quels que soient leur background, nationalité ou âge. Yagkoubi a appelé à un monde où les droits humains fondamentaux sont respectés et où les populations et la planète sont protégées.

Andrés Manuel López Obrador, Président du Mexique, a appelé l'ONU à respecter les principes de non-intervention, d'autodétermination, de règlement pacifique des différends, de coopération pour le développement et des droits de l'homme.

Filipe Nyusi, Président du Mozambique, a déclaré que le Programme 2030 représente «l'avenir dont nous avons besoin» et a souligné la nécessité d'engendrer la paix et l'harmonie à travers la coopération multilatérale.

Martín Vizcarra, Président du Pérou, a souligné le rôle de l'ONU dans la promotion des valeurs universelles, notamment : l'autonomisation des femmes ; le désarmement ; les droits humains ; la non-prolifération nucléaire ; la lutte contre le dérèglement climatique ; la préservation de l'environnement ; et l'éducation universelle.

Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan, a appelé à l'unité, à la coopération multilatérale et à la solidarité internationale, et a souligné l'engagement du Tadjikistan à accroître la coopération en matière de gestion des ressources en eau et de lutte contre le changement climatique.

Soulignant que l'ONU a augmenté en nombre et en portée depuis sa création, Muhammadu Buhari, Président du Nigéria, a souligné la nécessité de réformer le Conseil de sécurité et d'assurer une représentation équitable de l'Afrique. Il a appelé les États membres à respecter la résolution 1514 (XV) de l'AGNU du

14 décembre 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples sous domination coloniale, affirmant que la décolonisation est incomplète tant que des territoires non autonomes continueront d'exister.

Emmanuel Macron, Président de la France, a évoqué les guerres d'annexion, les détentions massives et l'utilisation d'armes chimiques, avertissant l'ONU que «notre maison commune» est en plein désarroi et que «ses fondations s'écroulent». Il a souligné la nécessité pour les pays de riposter aux violations des droits humains, à la pandémie et au changement climatique. Citant le poète français Edmond Rostand, il a déclaré : «C'est la nuit, qu'il est beau de croire en la lumière», et a appelé tous les États membres à honorer leur engagement en faveur du multilatéralisme.

Juan Orlando Hernández, Président du Honduras, a parlé du manque de solidarité mondiale dans la riposte à la COVID-19, et a souligné la nécessité d'un accès égal à un vaccin.

Kassym-Jomart Tokayev, Président du Kazakhstan, a déclaré que le multilatéralisme se trouve confronté à des risques plus importants qu'à aucun autre moment depuis la fin de la guerre froide. Il a salué le leadership du Secrétaire général des Nations Unies dans le renforcement de l'efficacité, de la transparence et de la responsabilité de l'ONU.

Sauli Niinistö, Président de la Finlande, a souligné que la capacité des États membres à formuler des réponses communes s'affaiblissait et que les normes et les institutions mondiales subissaient une pression croissante. Il a appelé à un réengagement aux principes des Nations Unies et à la collaboration multilatérale pour répondre aux défis mondiaux qui menacent l'existence même de l'humanité.

Nandasena Gotabaya Rajapaksa, Présidente du Sri Lanka, a décrit la réponse de son pays à la COVID-19 et a réitéré son engagement à renforcer l'ONU et à concrétiser le Programme 2030.

Carlos Alvarado Quesada, Président du Costa Rica, a appelé le Conseil de sécurité à honorer son engagement de minimiser les dépenses d'armement, signalant que les dépenses militaires s'élevaient actuellement à 1,9 trillion de dollars par an, tandis que la réalisation des ODD nécessite 2-3 trillions de dollars par an. Il a exhorté les membres permanents du Conseil de sécurité à s'abstenir d'utiliser le veto en ce qui concerne les crimes contre l'humanité et les violations massives des droits de l'homme.

Iván Duque Márquez, Président de la Colombie, a souligné l'attachement de son pays au multilatéralisme et a rendu compte des efforts nationaux pour mettre en œuvre les réformes du système de développement des Nations Unies.

Luis Alberto Lacalle, Président de l'Uruguay, a déclaré que les pays en développement les plus vulnérables ont besoin d'une assistance ciblée pour faire face à la «triple crise mondiale» - sanitaire, économique et politique. Il a appelé à une réponse claire, opportune et coordonnée, avec un rôle renforcé pour l'ONU dans la coordination du financement.

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a appelé à une coopération et des partenariats internationaux significatifs pour faire face à la pandémie, et à ce que les institutions multilatérales de prêt soient réactives aux propositions de gestion de la dette.

Andrzej Duda, Président de la Pologne, a mis en exergue les contributions de la Pologne à l'ONU, notamment dans l'élaboration des dispositions sur l'interdiction du génocide, et dans les efforts de maintien de la paix et de lutte contre le changement climatique. Il a souligné la conviction de la Pologne en la faisabilité de la coexistence pacifique des États et en l'importance de protéger la paix par le droit.

Sebastián Piñera, Président du Chili, a déclaré que le monde a changé depuis 1945, soulignant qu'il y a plus de défis posés, mais aussi de meilleures solutions offertes. Il a déclaré que tous les États membres ont la responsabilité de veiller à ce que l'ONU soit adaptée à ses objectifs, précisant qu'elle risquait, sinon, le même sort que celui de la Société des Nations. Il a appelé à une réforme du Conseil de sécurité pour parvenir à une meilleure représentation de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie.

Šefik Džaferović, Chairman de la Présidence, Bosnie-Herzégovine, a déclaré que la sauvegarde de la paix et de la sécurité doit rester une priorité de l'ONU, rappelant l'échec de l'ONU à empêcher le génocide bosniaque. Il a cité la migration de masse comme un exemple de l'interdépendance des populations et des problèmes, ajoutant que tous les États membres ont une «obligation morale» de résoudre des problèmes qui, à première vue, ne les concernent pas.

Le Prince Albert II, Monaco, a souligné la nécessité de ripostes multilatérales à la crise climatique, notant que «nous sommes une espèce fragile sur cette planète, et contribuerons à de nombreuses extinctions, y compris peut-être la nôtre». Il a appelé à impliquer les jeunes dans la mise en œuvre des politiques et à restaurer la confiance dans les organisations internationales.

Igor Dodon, Président de la Moldavie, a souligné la nécessité : de protéger l'environnement ; de construire et de maintenir la paix, notamment par la prévention des conflits ; de ne laisser personne de côté ; de respecter le droit international des droits humains ; et de bâtir des institutions dignes de confiance. Il a également souligné la nécessité d'un financement durable et d'une amélioration de la coopération numérique.

Nicolás Maduro, Président du Venezuela, a déclaré que le monde est à la croisée des chemins entre un monde multipolaire et un monde unipolaire, comme l'ont montré les attaques contre l'OMS pendant la pandémie. Il a exprimé son soutien à l'OMS et a annoncé que son pays a invité une commission technique des Nations Unies pour observer les prochaines élections.

Salomé Zourabichvili, Présidente de la Géorgie, a déclaré que les petits pays ne peuvent pas avoir un impact décisif sur les émissions mondiales de carbone, mais qu'ils devraient toujours servir de modèles à imiter pour d'autres pays. Elle a ajouté que l'éducation est la clé de la croissance future et du renforcement de la confiance dans l'ONU.

Egils Levits, Président de la Lettonie, a déclaré que la Lettonie marquerait l'ONU75 avec des événements publics axés sur l'éducation des jeunes sur le fonctionnement de l'ONU et sur l'importance du multilatéralisme. Il a ajouté que l'ONU doit être à l'écoute de la demande des jeunes pour plus de responsabilité dans la politique mondiale.

Aleksandar Vučić, Président de la Serbie, a déclaré que la Charte des Nations Unies devrait agir comme une constitution pour la communauté internationale, en particulier à un moment où la pandémie teste sa capacité à agir conjointement.

Kais Saïed, Président de la Tunisie, a souligné la nécessité d'un multilatéralisme fondé sur de nouvelles valeurs, notamment une plus grande unité et le respect du droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Le roi Felipe VI d'Espagne a déclaré que la pandémie a révélé la nécessité d'une coopération internationale plus efficace et qu'une volonté politique était nécessaire pour que l'ONU devienne «l'organisation universelle que ses fondateurs envisageaient, une maison commune pour l'humanité».

Stevo Pendarovski, Président de la Macédoine du Nord, a déclaré que les défis actuels, notamment l'extrémisme religieux, la fracture numérique, les inégalités systémiques et les dommages

économiques et sociaux causés par la pandémie, ne peuvent être résolus qu'en investissant dans l'ONU.

Danny Faure, Président des Seychelles, a souligné la nécessité d'une forme plus véritablement inclusive de multilatéralisme et d'approches mutuellement avantageuses face aux menaces communes. Il a déclaré que l'ONU doit se transformer en une organisation apte à mettre en œuvre le Programme 2030 et l'Accord de Paris.

Cyril Ramaphosa, Président de l'Afrique du Sud, a souligné que le changement climatique, les catastrophes environnementales, les crimes transnationaux et les migrations ne peuvent être résolus que par le multilatéralisme. Il a appelé à un financement adéquat de l'ONU et à une représentation géographique équitable au sein de ses organes. Il a également appelé au renforcement de la coordination et de la coopération des Nations Unies avec les organismes régionaux tels que l'Union africaine.

Alessandro Mancini, Capitaine régent de Saint-Marin, a déclaré que la coopération mondiale était le seul moyen de récupérer plus rapidement et de mieux reconstruire après la COVID-19. Il a appelé à investir dans le renforcement de l'impact de l'ONU.

Nicos Anastasiades, Président de Chypre, a déclaré que les petits États restent à la merci des plus grands malgré le droit international, et a appelé au respect de la Charte des Nations Unies. Il a souligné qu'«il ne peut y avoir de renoncement à une action immédiate et décisive» sur le changement climatique.

Ismail Omar Guelleh, Président de Djibouti, a fait observer que les assauts constants contre l'ONU et la crise existentielle du multilatéralisme ont été exacerbés par la COVID-19. Il a souligné le besoin urgent d'un «réengagement de masse» en faveur d'une action collective mondiale.

Soulignant le rôle de l'ONU en tant que plate-forme inégalée pour l'établissement de normes mondiales, Mokgweetsi Masisi, Président du Botswana, a appelé à lutter contre la flambée des conflits armés et des inégalités et a appelé à une décolonisation complète.

Thomas Remengesau, Jr., Président des Palaos, a appelé à un soutien financier adéquat pour soutenir la mise en œuvre du Programme 2030 et, évoquant l'indépendance de son pays depuis 25 ans, a souligné l'importance de défendre l'ONU et le système international fondé sur des règles.

Lionel Aingimea, Président de Nauru, a déclaré que le changement climatique reste la plus grande menace pour le développement durable dans les petits États insulaires en développement (PEID), et a appelé l'ONU à soutenir les intérêts de ses plus petits membres.

Michel Aoun, Président du Liban, a déclaré que son pays accueillait le plus grand nombre de réfugiés par habitant tout en faisant face à un certain nombre de crises internes. Il a appelé à un soutien multilatéral pour le retour en toute sécurité des Syriens déplacés.

Soulignant l'occupation continue de la Crimée, Volodymyr Zelensky, Président de l'Ukraine, a déclaré que «la situation dans le monde est aussi difficile qu'il y a 75 ans» et a appelé à la pleine application des principes de la Charte des Nations Unies.

Hassanal Bolkiah, Sultan du Brunei Darussalam, a énuméré plusieurs succès de l'ONU, mais a noté que des défis anciens et nouveaux subsistaient, notamment le conflit autour de l'État de Palestine, les ODD, le changement climatique et la COVID-19. Il a appelé les États membres à ne pas abandonner l'ONU lorsque cela devient politiquement difficile, mais à travailler ensemble pour rendre l'ONU plus efficace, plus autonome et plus performante financièrement, afin que les petits pays puissent continuer à faire entendre leur voix sur un même pied d'égalité que toutes les nations.

Ashraf Ghani, Président de l'Afghanistan, a déclaré que le monde est confronté à des troubles mondiaux sans précédent, dont certains pays doivent en supporter plus que d'autres. Il a souligné les défis de la COVID-19 ; de la violence, de la guerre et du terrorisme ; et le changement climatique, les sécheresses et les inondations, ajoutant qu'un cessez-le-feu est une priorité claire et urgente pour son pays.

Nana Akufo-Addo, Président du Ghana, a appelé à la réforme de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité, pour refléter les réalités du 21^e siècle et corriger les injustices infligées à l'Afrique. Il a également souligné que le rôle de la jeunesse est essentiel pour garantir la pertinence future de l'ONU.

Ilir Meta, Président de l'Albanie, a qualifié la pandémie de nouvel ennemi invisible qui ne peut être vaincu que par la solidarité et la coordination mondiales. Il a soutenu la réforme de l'ONU vers une approche plus intégrée et à l'échelle du système, et la participation égale des femmes et des jeunes.

George Weah, Président du Libéria, a souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour atteindre les ODD et d'utiliser le cadre du Programme 2030 pour guider la riposte à la pandémie de COVID-19. Il a souligné l'importance du multilatéralisme, de la coopération internationale et de la solidarité mondiale, ainsi que d'une ONU plus équitable et plus inclusive.

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée équatoriale, a attiré l'attention sur le contraste entre le progrès intellectuel et moral au regard des idéaux de l'ONU d'une part, et le manque de volonté politique des États membres d'autre part, ce qui, a-t-il dit, mine la légitimité de l'ONU et érode son travail. Il a déploré le fossé économique persistant entre les pays riches et les pays pauvres et le manque d'accès à la science et à la technologie pour le développement, pour la grande majorité des États membres.

Ibrahim Mohamed Solih, Président des Maldives, a exhorté à maintenir en vie l'esprit de la fondation de l'ONU, afin de relever les défis soulevés par la COVID-19. Il a noté que les PEID ont besoin de l'aide de la communauté internationale pour relancer leurs économies, renforcer leur résilience en diversifiant leurs moyens de revenus et assurer la protection sociale.

Jeanine Áñez, Présidente par intérim de la Bolivie, a déclaré que la COVID-19 était un signal d'alarme contre la polarisation idéologique. Soulignant que le multilatéralisme doit être considéré comme un moyen et non comme une fin en soi, elle a confirmé l'attachement de son pays à la démocratie et aux droits humains et à la protection de l'environnement, de la santé humaine et des droits des femmes et des peuples autochtones.

Luis Abinader, Président de la République dominicaine, a déclaré que l'ONU75 est une occasion de renforcer les engagements en faveur de la paix et de la sécurité, du développement durable et des droits de l'homme. Soulignant que les défis actuels transcendent les frontières et exigent des solutions complexes, il a insisté sur le rôle central de l'ONU.

Adama Barrow, Président de la Gambie, a déclaré que la diplomatie internationale avait contribué à accroître la mondialisation et l'interdépendance, ce qui à son tour exige davantage de multilatéralisme. Il a indiqué que le succès de l'ONU sera déterminé par la manière dont elle protège ses membres les plus petits et les plus faibles, et a appelé à davantage d'efforts pour sortir les pays les plus pauvres de la catégorie des PMA.

David W. Panuelo, Président des États fédérés de Micronésie, a déclaré que la pandémie offre des opportunités de reconstruire un monde plus vert et plus bleu, et a appelé les grands pays à réduire leurs émissions de carbone alors qu'il est encore possible de laisser une planète habitable aux générations futures.

Taneti Maamau, Président de Kiribati, a appelé à l'instauration d'une ONU consciente des priorités nationales, et a déclaré que le plan de développement de Kiribati sur 20 ans visait : le développement du capital naturel et humain ; une société pacifique et sans corruption ; plus d'accessibilité et d'inclusivité ; et un meilleur accès aux infrastructures sociales.

Alois von Liechtenstein, prince héréditaire du Liechtenstein, a déclaré que le droit international est le «fondement de la prospérité» et une source de protection pour les petits États. Il a souligné que parmi les organes de l'ONU, le Conseil de sécurité s'était le plus éloigné de son intention initiale et qu'il devait par conséquent être réformé en premier.

David Kabua, Président des îles Marshall, a déclaré qu'en tant qu'ancien territoire sous tutelle, les relations des îles Marshall avec l'ONU avaient évolué au fil du temps. La relation de tous les États membres avec l'ONU devrait désormais évoluer de la même manière, a-t-il déclaré, car sans un nouvel engagement en faveur du multilatéralisme, le monde fera échouer la vision de ses pères fondateurs.

Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon, a appelé à une réforme des organes de l'ONU, à commencer par le Conseil de sécurité de l'ONU, en vue de mieux refléter les réalités du monde.

Borut Pahor, Président de la Slovénie, a réaffirmé l'attachement de la Slovénie au multilatéralisme par l'intermédiaire des Nations Unies, soulignant la nécessité de faire des progrès en matière de droits humains et de droit international.

Sergio Mattarella, Président de l'Italie, a rappelé aux participants que le système des Nations Unies est un «formidable instrument» grâce auquel les États ont acquis leur légitimité initiale. Il a souligné que l'ONU peut promouvoir une meilleure entente et un plus grand respect mutuel entre les pays, ajoutant que la diplomatie préventive est la voie à suivre.

Michael D. Higgins, Président de l'Irlande, a appelé : à la réduction des inégalités corrosives ; à une opposition vigoureuse au racisme renouvelé ; et à la réforme des règles commerciales internationales injustes «qui ne représentent littéralement rien de moins qu'un nouveau colonialisme» et des institutions de Bretton Woods. Il a déclaré que la réalisation des ODD est une condition préalable à notre survie et que le rôle de l'ONU dans la promotion de nouveaux paradigmes de pensée critique est absolument nécessaire.

Salva Kiir Mayardit, Président du Soudan du Sud, a appelé à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'inclusion de deux membres permanents de l'Union africaine, les États africains étant les plus touchés par les décisions du Conseil.

Mohamed Juldeh Jalloh, Vice-président de la Sierra Leone, a souligné que la mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies est plus critique que jamais et a appelé à la réforme du Conseil de sécurité pour améliorer l'efficacité et l'efficience de l'ONU.

S'exprimant au nom du Forum des îles du Pacifique, Enele Sopoaga, Premier Ministre de Tuvalu, a rappelé les effets durables des essais nucléaires sur la vie et les moyens de subsistance des peuples du Pacifique et a souligné l'égalité de souveraineté et de voix des États Membres comme base d'un multilatéralisme efficace.

Xavier Bettel, Premier ministre luxembourgeois, a souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour protéger les droits humains, favoriser le développement durable et faire face à l'urgence climatique.

Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre de la Thaïlande, a souligné la contribution de la «philosophie d'une économie de suffisance» de son pays à la réalisation des ODD, et le leadership de la Thaïlande dans l'adoption des règles des Nations Unies pour le traitement des femmes détenues.

Lee Hsien Loong, Premier ministre de Singapour, a déclaré que la pandémie a accentué les tendances d'isolement et d'unilatéralisme, mais a également souligné qu'un système fondé sur des règles, avec l'ONU en son sein, est notre meilleur espoir pour garantir un avenir stable et pacifique, y compris pour les grandes puissances. Il a mis en exergue la nécessité de donner à l'ONU une latitude et des ressources adéquates pour répondre à ces attentes.

Frank Bainimarama, Premier ministre des Fidji, a souligné que la pandémie menace le progrès social durement gagné et, soulignant l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et l'érosion de la biodiversité, a appelé tout le monde à agir de manière solidaire à travers l'ONU pour assurer un monde de paix, de développement durable et d'égalité des genres.

Qualifiant l'ONU de «temple du dialogue», Xavier Espot Zamora, Premier ministre d'Andorre, a souligné qu'elle ouvrait la voie à toutes les nations pour qu'elles parlent et soient entendues, et a appelé à créer un espace pour que les jeunes soient entendus, précisant qu'ils sont d'importants agents de changement.

Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre grec, a souligné le potentiel du système des Nations Unies en tant que puissant vecteur de changement, et a appelé à une nouvelle architecture mondiale de la santé, avec un accès équitable aux vaccins.

James Marape, Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a invoqué un monde contrefactuel sans l'ONU, affirmant que la réalité y serait bien pire que celle actuelle.

Mia Mottley, Premier ministre de la Barbade, a accueilli favorablement les appels en faveur d'un nouvel accord mondial inclusif, le présentant comme une opportunité de réinventer les paradigmes de développement, la gouvernance et les politiques. Elle a souligné que la reconstruction des sociétés détruites par la COVID devrait être la priorité du système financier international, et que les PEID à revenu intermédiaire ont besoin d'un espace budgétaire et politique pour renforcer leur résilience.

Abiy Ahmed, Président de l'Éthiopie, a déclaré que l'espoir et l'optimisme pour le multilatéralisme créés par l'adoption du Programme 2030 sont maintenant menacés, en raison de la montée des tensions géopolitiques. Il a appelé à la réparation des injustices historiques contre l'Afrique grâce à une représentation adéquate et à un plan de relance sous forme de mobilisation de capitaux, d'allègement de la dette et de ressources.

Mette Frederiksen, Premier ministre du Danemark, a appelé les États membres à «utiliser ce sombre chapitre» pour redynamiser et approfondir la coopération et la solidarité internationales, et pour reconstruire mieux et plus vert. Soulignant que l'ONU ne saurait jamais être plus que la somme de ses parties, elle a déclaré que le plan pour l'avenir existe déjà dans le Programme 2030, dans les ODD, dans l'Accord de Paris et dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Robert Abela, Premier ministre de Malte, a déclaré que le système multilatéral a soutenu l'ouverture et l'interdépendance croissantes de l'économie mondiale, permettant une croissance économique mondiale rapide et soutenue et sortant des centaines de millions de personnes de la pauvreté. Pour relever les défis actuels auxquels le système est confronté, il a appelé à : donner de l'influence à davantage de pays et consulter les parties prenantes ; assurer une croissance inclusive à l'intérieur et entre les pays ; et se concentrer sur le bien-être des peuples, sur la durabilité de la planète et sur le bien-être des générations à venir.

Scott Morrison, Premier ministre australien, a déclaré que l'ONU restait aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était il y a 75 ans, alors que le monde est confronté à des défis liés à la santé, au changement climatique et à la récession économique. Il a indiqué que la quête de l'ONU est «d'incarner nos anges meilleurs», en travaillant sur des solutions qui fonctionnent pour tous.

Narendra Modi, Premier ministre indien, a déclaré que l'ONU était confrontée à «une crise de compétence» qui ne peut être résolue sans une réforme substantielle.

Nikol Pashinyan, Premier ministre arménien, a déclaré que l'ONU avait été en mesure de concilier les impulsions égoïstes des États membres avec la nécessité d'une coopération mondiale en

un système efficace de nations souveraines unies par des principes communs.

Jovenel Moïse, Président d'Haïti, a déclaré que la force de l'ONU réside dans sa capacité à réunir les États membres et les parties prenantes au profit de la «famille humaine», mais a averti qu'une plus grande solidarité mondiale était nécessaire.

Ambrose Mandvulo Dlamini, Premier Ministre d'eSwatini, a souligné l'importance de la réforme du Conseil de sécurité et a réitéré l'appel de l'Afrique à y devenir membre permanent.

Cheikh Hasina, Premier ministre du Bangladesh, a déclaré que pour que l'ONU survive les 25 prochaines années, l'ONU75 devrait fournir une feuille de route crédible et pratique pour la tenue de ses engagements.

Ralph Everard Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-Grenadines, a appelé à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, à la mise à jour des protocoles pour le commerce et les finances et à une économie mondiale post-pandémique respectueuse du climat. Il a souligné la nécessité d'utiliser des indices de vulnérabilité dans les critères de détermination de l'accès au financement et de l'allègement de la dette.

Angela Merkel, Chancelière allemande, a déclaré que l'ONU avait «trop souvent été forcée de rester en retard sur ses idéaux», soulignant que les intérêts des États membres individuels avaient empêché à plusieurs reprises l'ordre international de fonctionner comme prévu. Elle a ajouté que le Conseil de sécurité est «trop souvent dans l'impasse lorsque des décisions claires sont nécessaires» et, appelant à des réformes, a déclaré que l'Allemagne était prête à assumer sa responsabilité internationale au sein d'un Conseil de sécurité élargi.

Lotay Tshering, Premier ministre du Bhoutan, a souligné la nécessité d'une coopération internationale pour empêcher la COVID-19 et les futures pandémies d'inverser le cours du développement, chose dévastatrice pour les pays les plus pauvres.

António Luís Santos da Costa, Premier Ministre du Portugal, a souligné que les effets corrosifs du nationalisme, du populisme, de l'extrémisme, du racisme et de la discrimination fondée sur le genre affaiblissent les fondements des démocraties et menacent la stabilité régionale et mondiale. Il a exprimé son soutien aux réformes du Secrétaire général des Nations Unies et a souligné que seul le multilatéralisme peut réguler les marchés, arrêter le changement climatique et éradiquer la pauvreté.

Katrín Jakobsdóttir, Premier ministre d'Islande, a appelé au rejet du populisme et de la polarisation, et a exhorté à ré-adhérer aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elle a ajouté que l'égalité des genres et la protection de l'environnement devraient être au premier plan de la reconstruction post-pandémique et de la mise en œuvre du Programme 2030.

Khadga Prasad Sharma Oli, Premier ministre du Népal, a déclaré qu'il n'y avait pas d'alternative à l'unité et à la solidarité pour lutter contre les pandémies et la crise climatique et pour garantir l'élimination totale de toutes les armes chimiques, nucléaires, biologiques et autres armes radiologiques.

Pravind Kumar Jugnauth, Premier ministre de Maurice, a fait remarquer que le système des Nations Unies n'est toujours pas préparé à la lutte contre le changement climatique, les pandémies et le terrorisme. Il a appelé au renforcement de sa capacité à protéger les droits humains et à garantir le respect des obligations inscrites dans le droit international.

Sophie Wilmès, Premier ministre belge, a souligné la nécessité de rétablir la confiance entre les nations et entre les citoyens et leurs représentants.

Évoquant les tendances au nationalisme et au protectionnisme parmi les «superpuissances mondiales», Hun Sen, Premier

ministre du Cambodge, a déclaré que le monde se trouvait à une époque de grandes perturbations.

Tuilapa Aiono Sailele Malielegaoi, Premier Ministre des Samoa, a souligné le rôle vital de l'ONU dans le cheminement du Samoa vers une nation indépendante et a souligné que l'adhésion à l'ONU est fondée sur les promesses de paix, d'état de droit, d'égalité et de justice qu'elle offre à tous ses États membres.

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a déclaré que l'ONU est devenue un filet de sécurité mondial pour les plus vulnérables, mais que sa capacité d'agir et d'améliorer la vie des gens dépendait de la volonté politique des États membres. Il a appelé les États membres à redoubler d'effort pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte, affirmant que la vie de milliards de personnes était en jeu.

Sebastian Kurz, Chancelier autrichien, a souligné que la crise de la COVID-19 illustre l'interdépendance du monde et montre qu'aucun pays ne peut lutter seul contre les défis d'ordre mondial.

Thongloun Sisoulith, Premier ministre du Laos, a salué le rôle de l'ONU dans la promotion du dialogue et de la consultation comme moyen de règlement des différends, soulignant son rôle dans l'indépendance de certains pays et dans la lutte contre la pauvreté.

Moeketsi Majoro, Premier Ministre du Lesotho, a appelé à une réflexion sur le rôle vital de la solidarité et de la collaboration internationale pour relever les défis mondiaux et à la réforme du Conseil de sécurité en y augmentant le nombre de membres permanents et non permanents.

Pōhiva Tu'i'onetoa, Premier Ministre des Tonga, a souligné l'urgence de lutter contre le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer, et a appelé à la poursuite de la réforme du système des Nations Unies pour assurer un impact plus positif sur la vie et les moyens de subsistance des gens.

Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, a déclaré que l'ONU est le point d'ancrage du multilatéralisme, qui a bien fonctionné pour ses membres dans la réalisation de leurs objectifs. Affirmant que les problèmes mondiaux nécessitent des solutions mondiales, il a déclaré que l'ONU est indispensable, et a appelé à une action conjointe et à un leadership unifié.

Nguyễn Xuân Phúc, Premier Ministre du Viet Nam, a fait observer que le monde est confronté à des défis sans précédent et a souligné que l'être humain devait être au cœur de tous les efforts de développement. Soulignant l'importance de l'indépendance et de la liberté pour le Viet Nam, il a mis en relief l'engagement de son pays à réaliser les ODD.

José Ulisses de Pina Correia e Silva, Premier ministre du Cap Vert, a déclaré que l'impact dévastateur du changement climatique ne connaît pas de frontières et que la Déclaration de l'ONU 75 intervient à un moment où un multilatéralisme renforcé est essentiel.

Andrej Plenković, Premier ministre de la Croatie, a félicité l'ONU pour ses réalisations à ce jour, telles que la réduction des niveaux d'extrême pauvreté, mais a noté que le changement climatique ne peut être résolu sans une réforme substantielle de l'ONU.

Muhyiddin bin Haji Muhammad Yassin, Premier ministre de Malaisie, a évoqué les conclusions de l'initiative ONU75, qui montre le soutien du public à une ONU qui protège mieux l'environnement, qui réduit les conflits et qui promeut la fourniture de services de santé de base.

Mahdi Mohammed Gulaid, Premier Ministre par intérim de la Somalie, a décrit trois décennies de conflit et d'instabilité politique dans son pays, soulignant l'importance de lutter contre la radicalisation et l'extrémisme par le biais d'investissements stratégiques.

Yahya bin Mahfoudh al-Mantheri, chef du Conseil d'État d'Oman, a observé que les activités de l'ONU se sont développées avec la croissance de ses membres et de la population mondiale, et a exhorté le soutien au renforcement de ses capacités pour remplir sa mission de maintien de la paix mondiale.

Ekaterina Zaharieva, Vice-Premier ministre bulgare de la réforme judiciaire, a souligné la nécessité d'un «nouvel élan et d'un nouvel enthousiasme» pour le travail de l'ONU sur la paix, le Programme 2030, la lutte contre le changement climatique, la lutte contre le terrorisme et la promotion des droits humains.

Sergueï Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré que l'ordre international fondé sur des règles s'impose dans les affaires intérieures des nations. Il a souligné la nécessité d'un multilatéralisme accru, d'un engagement envers la Charte des Nations Unies et le droit international, et de régler les conflits par des moyens pacifiques et diplomatiques.

Wilfred Peter «Sedi» Elrington, Ministre des Affaires étrangères du Belize, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, a fait remarquer que l'ONU a servi de boussole morale pour l'action nationale et internationale. Cependant, a-t-il signalé, l'organisation ne parvient pas à lutter contre le changement climatique. En conséquence de quoi, les petits États insulaires pourraient disparaître sous l'eau, dans le déni de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale, de leur autodétermination et de leur dignité humaine.

Sameh Hassan Shoukry, Ministre des Affaires étrangères de l'Égypte, a appelé l'ONU à protéger la souveraineté, l'intégrité territoriale et les différences culturelles des États ; à renforcer l'appropriation nationale du développement ; à promouvoir les droits humains ; et à soutenir l'atténuation / l'adaptation au changement climatique.

Retno Marsudi, ministre des Affaires étrangères de l'Indonésie, a déclaré que l'ONU doit œuvrer pour la résilience économique mondiale et pour un système de soins de santé renforcé.

Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla, Ministre des affaires étrangères de Cuba, a décrit les menaces pesant sur le multilatéralisme et le droit international par la plus grande puissance du monde à travers, entre autres : l'incitation au conflit et des mesures unilatérales ; une «course aux armements de sa propre initiative» ; l'ignorance des traités et accords mondiaux relatifs à la protection de l'environnement et à la maîtrise des armements ; et la dilapidation des ressources tout en refusant de coopérer pendant les crises mondiales. Il a appelé à une réaffirmation de l'engagement en faveur du droit international et du multilatéralisme, ainsi qu'à l'autonomisation de l'ONU, pour un ordre international démocratique, juste et durable.

U Kyaw Tin, Ministre de la coopération internationale, Myanmar, a reconnu le rôle de l'ONU dans la dissuasion de la guerre et la sortie de millions de personnes de la pauvreté et de la faim, et a appelé l'organisation à rester une lueur d'espoir pour les pays en développement comme le Myanmar, en aidant, sans entraver leurs efforts pour surmonter les défis.

Ayman Safadi, Ministre des Affaires étrangères de Jordanie, a déclaré qu'une action multilatérale est nécessaire au Moyen-Orient pour parvenir à une paix juste et globale. Il a appelé la communauté internationale à mobiliser des ressources pour faire en sorte que les institutions des Nations Unies puissent fournir des services vitaux ; et de soutenir une solution à deux États, sur la base des frontières de 1967, pour résoudre le conflit entre la Palestine et Israël.

Shah Mehmood Qureshi, Ministre des Affaires étrangères du Pakistan, a reconnu le rôle de l'ONU dans la prévention de la guerre ; dans la progression de la maîtrise des armements ; dans la lutte contre le changement climatique et la protection de

l'environnement ; dans la création d'un monde plus libre, plus égalitaire et plus fondé sur des règles ; et dans l'arrêt de la faim, de la maladie et de la pauvreté à travers les ODD. Il a évoqué les différends du Jammu-et-Cachemire et de la Palestine en tant que défis de longue date.

Amadou Ba, Ministre des Affaires étrangères du Sénégal, a souligné que les défis comme le changement climatique nécessitent une approche revigorée du multilatéralisme, et la pandémie a montré encore plus clairement la nécessité de travailler ensemble. Il a appelé à profiter de cet anniversaire pour garantir que l'ONU puisse être adaptée à la réalité politique actuelle et s'attaquer aux implications financières de la pandémie.

Bogdan Aurescu, Ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, a déclaré que l'esprit d'unité, de solidarité et de coopération restait crucial pour atteindre les objectifs de l'ONU et a appelé à l'innovation et à la réforme pour «l'avenir que nous voulons et l'ONU dont nous avons besoin». Il a appelé à un engagement politique universel en faveur de la sécurité numérique, afin de garantir que les technologies numériques soient axées sur l'être humain.

Teodoro Locsin, Jr., Secrétaire aux Affaires étrangères des Philippines, a suggéré que l'ONU était moins une affaire de nations que de peuples, et qu'elle devait être renforcée et rester au cœur de l'ordre mondial multilatéral. Il a souligné l'importance de rendre les vaccins anti-COVID-19 universellement disponibles.

Ine Marie Eriksen, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège, faisant état du contexte mondial marqué par une rivalité renouvelée entre les puissances mondiales et une pression croissante sur l'ordre mondial fondé sur des règles, a appelé à un engagement en faveur du droit international. Elle a appelé à revigorer le système multilatéral et à l'adapter aux défis de notre temps.

Ignazio Cassis, Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, a exprimé son soutien aux propositions de réforme du Secrétaire général des Nations Unies. Il a souligné qu'à une époque où l'ordre multilatéral fondé sur des règles est remis en question par ceux qui sont tentés d'utiliser la force plutôt que la raison, le système des Nations Unies doit être fort et capable de relever le défi.

Exerçant son droit de réponse, l'Inde a dénoncé la déclaration faite par le Pakistan sur le Jammu-et-Cachemire.

Le Président de l'AGNU, Volkan Bozkir, a annoncé qu'en raison de l'heure tardive, les orateurs restants seront entendus à une date qui sera annoncée ultérieurement. Il a clos la réunion à 21h00.

Brève analyse de l'ONU75

*Eagerly, musician,
Sweep your string,
So we may sing,
Elated, optative,
Our several voices
Interblending,
Playfully contending,
Not interfering
But co-inhering, ...*

Hymne aux Nations Unies, écrit par W.H. Auden à l'occasion du 25e anniversaire de l'ONU

La création de l'Organisation des Nations Unies est sans aucun doute l'un des projets les plus ambitieux de l'humanité, né d'un optimisme audacieux et d'une conviction qu'après des siècles de conflits violents, les États-nations et les êtres humains pourraient se joindre à la paix et travailler ensemble pour une prospérité mutuelle.

Soixante-quinze ans plus tard, il n'y a pas eu de troisième guerre mondiale et l'ONU a joué un rôle important dans l'atténuation des conflits. Des améliorations significatives ont été apportées au bien-être humain, menées par l'ONU, notamment dans la réduction de la pauvreté et de la faim, l'éradication des maladies et la reconnaissance des droits de l'homme. Il existe un ensemble de règles et de lois internationales, principalement sous la forme de traités internationaux négociés dans le cadre de l'ONU et du droit international coutumier, pour contenir les impulsions égoïstes des États-nations en leur offrant les fruits de la coopération mondiale.

Pourtant, l'ambiance lors de la commémoration du 75e anniversaire de l'ONU était plus positive qu'exaltée. Les dirigeants qui se sont adressés à la commémoration étaient sombres, introspectifs et incertains de l'avenir du multilatéralisme, plutôt que se disputant de manière ludique. Presque sans exception, ils ont reconnu le rôle critique de l'ONU. Si une telle organisation n'existait pas, disaient beaucoup, nous devrions la créer. Reste que l'ONU et ses États membres ont, certes, parcouru un long chemin, comme leurs paroles le font savoir, mais qu'un chemin plus long reste à parcourir.

«Ce n'est pas le moment de se féliciter pleinement», a déclaré la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, «nous devons reconnaître la réalité à laquelle nous sommes confrontés maintenant, aussi sombre qu'elle puisse être. Le monde est à nouveau au bord de la dévastation».

La présente analyse résume brièvement les défis et les priorités que les dirigeants mondiaux ont énumérés pour l'ONU à l'occasion de son 75e anniversaire.

Mortals Beware

*Let mortals beware
Of words, for
With words we lie,
Can say peace
When we mean war,
Foul thought speak-fair
And promise falsely, ...*

À 75 ans, l'ONU se réveille dans un monde fragile à l'extrême et mis à genoux en quelques mois par la pandémie COVID-19. Ce «nouvel ennemi omniprésent», comme l'a appelé le Premier ministre Mottley, a mis au jour les vulnérabilités des plus puissants. Il a laissé les plus faibles sous le choc. «Une catastrophe peut anéantir beaucoup de progrès social et nous ramener des années en arrière dans nos efforts de développement», a déclaré le Président Thomas Remengesau, Jr., Palau.

Pour de nombreux orateurs, la pandémie COVID-19 a non seulement mis en évidence les fragilités existantes, mais a également renforcé la nécessité de l'ONU. La pandémie a aiguë les tendances d'isolement et d'unilatéralisme, a fait observer le Premier ministre de Singapour, Lee Hsien Loong, mais a également souligné que le système fondé sur des règles avec l'ONU en son cœur est notre meilleur espoir de garantir un avenir stable et pacifique, y compris pour les grandes puissances.

L'impact de la pandémie est particulièrement grave dans certains des «points faibles» du bilan de l'ONU. Comme le note la Déclaration émise à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, «notre monde n'est pas encore le monde que nos fondateurs envisageaient il y a 75 ans.» Il est toujours en proie à des inégalités croissantes, à la pauvreté, à la faim, aux conflits armés, au terrorisme, à l'insécurité, au changement climatique et aux pandémies. Les gens de différents coins du monde sont obligés de subir des déplacements dangereux à la recherche d'un refuge et de sécurité. Les PMA prennent du retard et la décolonisation complète n'a toujours pas été réalisée.

Dans leurs allocutions, les dirigeants du monde ont réitéré les choses à faire, contenues dans la Déclaration, et y ont ajouté bien d'autres.

La montée du nationalisme et le recul du multilatéralisme et de la solidarité mondiale à un moment de grand besoin étaient au premier chef de leurs préoccupations. «Notre capacité à former des réponses communes s'est affaiblie. Les normes et les institutions construites au fil des décennies sont soumises à des pressions croissantes et les accords internationaux sont remis en question », a déclaré le Président Sauli Niinistö, Finlande.

Il s'agit là d'une nouvelle particulièrement mauvaise pour les États Membres qui estimaient que même la marque de multilatéralisme pratiquée au cours des 75 dernières années n'était pas assez forte. «Il est inconcevable qu'après 75 ans, la science et la technologie au service du développement continuent d'être l'apanage de quelques États seulement», a déclaré le Président Teodoro Mbasogo, Guinée équatoriale. «Nous ne pouvons pas accepter qu'il n'y ait encore la suprématie que de quelques États qui piétinent les faibles».

Les échecs politiques du multilatéralisme énumérés par les dirigeants mondiaux comprennent les conflits en cours entre Israël et la Palestine et entre l'Inde et le Pakistan ; le recours à des mesures et sanctions unilatérales ; le non-respect de la souveraineté nationale, du droit à l'autodétermination et à la décolonisation ; et l'incapacité des États membres puissants à signer ou à mettre en œuvre des accords et traités internationaux, en particulier ceux liés au désarmement, au changement climatique et à la perte de biodiversité.

«Le dualisme éternel des relations internationales s'exprime dans la double face des États, qui font preuve à la fois d'égoïsme et de coopération», a déclaré le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan. Il a ajouté: «L'ONU a converti ces deux notions incompatibles en un système efficace de nations souveraines unies par des principes communs. Les révisionnistes, cependant, essaieront de marquer des points à partir des faiblesses perçues de l'ordre international».

Les fissures apparaissant sur la façade du multilatéralisme sont des raisons de commencer à se renforcer, ont convenu les dirigeants, et non à se démanteler. «Si le système de règles internationales n'est pas respecté par tous, l'édifice de la coopération multilatérale risque de s'effondrer», a averti Abdulqawi Ahmed Yusuf, Président de la Cour internationale de justice.

«Le multilatéralisme est confronté à des risques plus importants qu'à tout autre moment depuis la fin de la guerre froide», a déclaré le Président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev, faisant écho aux sentiments de plusieurs autres dirigeants. «Nous ne devons pas abandonner les idéaux partagés. Nous devons continuer à bâtir des communautés fondées sur des règles pour éviter de revenir à l'anarchie».

What It Could Be

So may the story

Of our human city

Presently move

Like music, when

Begotten notes

New notes beget

Making the flowing

Of time a growing

Till what it could be, ...

Dans leurs réflexions sur le passé, les dirigeants ont cherché à identifier les raisons pour lesquelles l'ONU n'a pas été aussi efficace qu'elle pourrait l'être. Beaucoup, y compris la Première ministre Mette Frederiksen, Danemark, ont parlé de la racine du problème : l'ONU ne peut jamais être plus que la somme de ses parties. Elle peut seulement être forte qu'autant que ses États membres la laissent être.

D'autres ont fouillé dans les détails. «La Charte des Nations Unies reconnaît que la prospérité et la paix sont interdépendantes, mais cela ne peut pas fonctionner si le Conseil de sécurité de l'ONU est paralysé, si l'AGNU et l'ECOSOC sont marginalisés et si l'unilatéralisme est privilégié par rapport aux solutions multilatérales», a déclaré le Président de l'ECOSOC, Munir Akram. «Le cours sur lequel nous nous trouvons menace d'éroder nos structures, y compris l'ONU. Ce serait une tragédie aux proportions épiques. Invertissons ce cours».

Les appels à la réforme de l'ONU ont retenti tout au long de la journée. Plusieurs dirigeants ont apporté leur appui aux propositions de réforme du Secrétaire général des Nations Unies. Celles-ci concernent principalement la réforme du système de développement des Nations Unies, proposée par Guterres et adoptée par l'AGNU en 2018, pour aligner le système de développement des Nations Unies sur le Programme 2030, garantir des capacités plus efficaces pour faire face aux conflits et maintenir la paix, et améliorer la gestion interne de l'ONU et sa capacité de livrer.

Cependant, de nombreux dirigeants de tous les horizons géographiques et économiques ont également souhaité des changements institutionnels beaucoup plus profonds pour refléter les réalités du 21^e siècle. Les dirigeants des pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes ont lancé des appels sans équivoque à la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, affirmant que le monde n'est pas le même qu'en 1945, lorsque la décision a été prise de n'avoir que cinq membres permanents au Conseil. (Chine, France, Russie, Royaume-Uni et États-Unis) et six membres non permanents pour un mandat de deux ans. La composition n'a changé qu'une seule fois en 75 ans lorsqu'en 1965, le Conseil de sécurité est passé de 11 à 15 membres. Ils ont estimé que cette structure, combinée au droit de veto des «5 Permanents», est non seulement injuste car le nombre d'États membres est passé de 55 en 1945 à 193 en 2020, mais elle rend également l'ONU moins réactive en cas de crise.

«Le Conseil de sécurité est trop souvent dans l'impasse lorsque des décisions claires sont nécessaires», a déclaré la Chancelière allemande Angela Merkel. «Nous avons besoin de réformes». Soutenu par plusieurs dirigeants africains, Nana Akufo-Addo, Président du Ghana, a appelé à la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU pour corriger les injustices historiques infligées à l'Afrique.

Tout comme les appels à la réforme de l'ONU, les appels à l'élargissement du nombre de membres du Conseil de sécurité de l'ONU ne sont pas nouveaux. Les deux réformes ont été réclamées dans la déclaration adoptée à l'occasion du 50e anniversaire de l'ONU en 1995. Alors que la réforme globale des Nations Unies s'est déroulée lentement et progressivement, les appels à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies sont toujours au point mort.

Dans la Déclaration du Millénaire de l'an 2000, les États Membres ont convenu d'intensifier leurs efforts de réforme du Conseil de sécurité «sous tous ses aspects». Il y a plusieurs propositions sur la table, dont une du «Groupe des Quatre» (Brésil, Allemagne, Inde et Japon), visant à élargir la composition du Conseil de sorte qu'ils puissent, ainsi que deux États du Groupe africain, dont l'Afrique du Sud, avoir un siège permanent avec les mêmes privilèges que les membres actuels. Le nombre de sièges non permanents serait également porté à 14, ce qui donnerait un Conseil de 25 membres. Pendant ce temps, le Groupe de concertation pour un consensus, composé du Canada, de l'Italie, de l'Argentine, du Pakistan, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de l'Espagne, de la Suède et d'autres, est en faveur d'une simple augmentation du nombre de sièges occupés par des membres non permanents de 10 à 20. Deux propositions de réforme du Conseil de sécurité ont également été avancées par l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en 2004. Pourtant, aucune proposition n'a reçu le soutien unanime des 5 Permanents ou du seuil alternatif des deux tiers des États membres de l'ONU.

Les négociations intergouvernementales les plus récentes sur la réforme du Conseil de sécurité ont été lancées en 2008, mais les progrès ont été lents, le dernier cycle ayant été reporté indéfiniment en mai 2020 en raison du manque de progrès attribué au format virtuel, appliqué en raison de la pandémie de COVID-19. Le processus s'est à nouveau interrompu.

Un autre défi pour l'ONU, souligné par les États membres, est celui des ressources - pour son propre fonctionnement, et pour les États membres en charge de mettre en œuvre les actions convenues sous ses auspices. L'ONU a enregistré un déficit énorme de 520 millions USD à la fin de 2019, déclenchant un gel temporaire des recrutements et menaçant de paralyser ses opérations sur le terrain. Alors que certains dirigeants ont appelé à une ONU plus rentable, la plupart ont pointé du doigt des États membres. Le Président costaricain Carlos Alvarado Quesada a appelé les États membres à honorer leur engagement au titre de l'article 26 de la Charte des Nations Unies, à réduire le détournement des ressources humaines et économiques du monde vers les armements. Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1,9 trillion de dollars par an, a-t-il déclaré à son auditoire, tandis que la réalisation des ODD nécessite 2 à 3 trillions de dollars par an.

The World-Clock

For peace means to change

At the right time,

as the World-Clock

Goes Tick- and Tock

Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire général de l'ONU, Guterres, a souligné que les discussions sur l'avenir de l'ONU ne concernaient pas «la création d'un gouvernement

mondial», mais l'amélioration de la gouvernance mondiale pour le bénéfice de tous.

Les dirigeants qui ont pris la parole au cours de la journée de commémoration ont clairement indiqué qu'ils avaient la vision de réaliser l'importance cruciale du multilatéralisme, de la solidarité mondiale et de l'ONU. Cependant, aller plus loin et s'engager véritablement en faveur de la gouvernance mondiale signifierait un véritable engagement en faveur du bien mondial, parfois au détriment du bien national. Le Président irlandais Michael Higgins a présenté les options : «Notre choix est difficile : saisir un nouveau moment de solidarité mondiale ou chercher à se cacher dans les fourrés de l'échec systémique».

Lorsque les dirigeants mondiaux se réuniront pour commémorer le centenaire de l'ONU dans 25 ans, continueront-ils d'appeler à une réforme reflétant les «nouvelles» réalités, ou regarderont-ils en arrière pour célébrer le fait d'avoir saisi l'opportunité du changement ?

Réunions à venir

Réunion de haut niveau sur le financement du développement: Cette réunion de haut niveau est organisée par le Secrétaire général des Nations Unies et les premiers ministres du Canada et de la Jamaïque. Elle vise à articuler une réponse multilatérale coordonnée et globale à la crise urgente de financement du développement due à la pandémie de COVID-19. **date:** 29 septembre 2020 **lieu:** virtuel **www:** <http://www.un.org/en/coronavirus/financing-development>

Sommet sur la biodiversité: L'AGNU 75 convoquera le Sommet des Nations Unies sur la biodiversité sous le thème «Action urgente en faveur de la biodiversité pour le développement durable». Le Sommet cherchera à donner une direction politique et une dynamique à l'élaboration du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. **date:** 30 septembre 2020 **lieu:** virtuel **www:** <https://www.unenvironment.org/events/un-day/un-general-assembly-75-leaders-biodiversity-summit>

Beijing + 25: L'AGNU 75 convoquera la Réunion de haut niveau de l'AGNU pour célébrer le 25e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui a eu lieu à Pékin, Chine, en septembre 1995. Le thème de la réunion est «Accélérer la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et filles». **date:** 1er octobre 2020 **lieu:** virtuel **www:** <https://www.un.org/pga/74/event/high-level-meeting-on-the-twenty-fifth-anniversary-of-the-fourth-world-conference-on-women/>

Pour d'autres réunions, consulter: <http://sdg.iisd.org>

Glossaire

Programme 2030	Programme 2030 pour le développement durable
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
PMA	Pays les moins avancés
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
ONU75	Commémoration de haut niveau du 75e anniversaire des Nations Unies
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la santé